

Maires « quêteux »

La dizaine d'élus caquistes issus du monde municipal répèteraient-ils les propos du premier ministre ?

Québec, le 30 avril 2024 – Le porte-parole du Parti Québécois aux Affaires municipales, Joël Arseneau, a offert à la CAQ la possibilité de corriger les propos tenus par le premier ministre à l'effet que les élus municipaux seraient quêteux. Le gouvernement a choisi de battre la motion déposée par le député des Îles-de-la-Madeleine, qui se demande ce qu'en pensent les nombreux élus caquistes qui ont été maires, conseillers ou préfets.

Le texte de la motion déposée cet après-midi par l' élu péquiste soulignait notamment « l'apport indéniable des villes et municipalités dans le déploiement de services essentiels et de proximité » en plus de rappeler leur statut de gouvernement de proximité.

« La motion que j'ai présentée au Salon Bleu aurait permis au gouvernement de rétablir les faits, c'est-à-dire que le monde municipal est en première ligne dans plusieurs dossiers, que les élus qui en sont issus sont légitimement élus et qu'ils ne sont pas des "quêteux". Ironiquement, plus d'une dizaine de députés caquistes sont d'anciens maires, conseillers et préfets. Oseraient-ils répéter cela ? », défie Joël Arseneau.

La motion réitérait que les maires du Québec « ne sont pas des quêteux ». Le Parti Québécois déplore cette position de la CAQ et continuera de valoriser le travail fait par les élus municipaux à travers le Québec.

Texte de la motion battue par la CAQ

« Que l'Assemblée nationale souligne l'apport indéniable des villes et municipalités dans le déploiement de services essentiels et de proximité au bénéfice des citoyens du Québec, notamment en matière de transport en commun ;

Qu'elle rappelle leur statut de gouvernement de proximité ;

Qu'elle souligne que le monde municipal est en première ligne dans plusieurs dossiers, dont celui de la lutte aux changements climatiques.

Qu'elle souligne la légitimité de ce palier de gouvernement dont les membres sont élus démocratiquement ;

Qu'elle réitère que le financement des services municipaux est essentiel à leur bon fonctionnement, que le gouvernement du Québec doit participer à sa juste part, et que les maires du Québec ne sont pas des quêteux. »

– 30 –

SOURCE : William Fradette
Attaché de presse régional pour l'aile parlementaire du Parti Québécois
418 487-4500
William.Fradette@assnat.qc.ca